

Le Canada s'engage à doubler sa contribution au FMI

Les chefs d'État, ministres, hauts fonctionnaires, présidents de banque et économistes de 146 pays (dont 126 pays du Tiers-Monde) se sont réunis à Toronto du 6 au 9 septembre pour participer à l'Assemblée générale du Fonds monétaire international (FMI) et à celle de la banque mondiale.

La Banque mondiale est une filiale du FMI créée en vue de la reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale. La Banque est à présent orientée vers l'aide au Tiers-Monde.

L'Assemblée du FMI était présidée par le ministre des Finances et du Plan de l'Arabie saoudite, M. Abdalatif Al Hamad.

Le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, prenant la parole à la séance inaugurale de l'Assemblée, a fait appel à une collaboration plus étroite de tous les pays pour sortir le monde de la crise économique actuelle.

"Aujourd'hui, encore plus qu'hier, notre interdépendance économique nous oblige à constater que nombre de nos problèmes transcendent nos frontières nationales et qu'ils ne trouveront de solution véritable que si nous décidons d'y travailler ensemble", a déclaré le Premier Ministre.

Abordant ensuite la politique économique du Canada, M. Trudeau a décrit les mesures prises pour combattre l'inflation. "Notre programme comporte des mesures directes de restriction des revenus et des prix au sein de l'administration fédérale; il suppose aussi l'adhésion volontaire de tous les autres secteurs. Nous allons continuer de restreindre la croissance de la masse monétaire et de chercher à réduire l'ampleur de nos déficits.

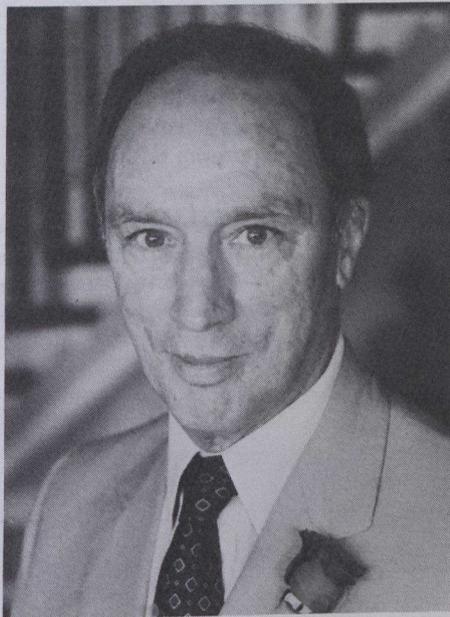
"Nous sommes fermement déterminés à résoudre nos problèmes intérieurs. Nous devons et nous entendons appuyer en même temps les nouvelles initiatives internationales susceptibles de renforcer la stabilité économique et financière mondiale", a affirmé le Premier Ministre, et de poursuivre:

"Nous devons encourager le FMI à trouver des moyens de plus en plus efficaces pour favoriser la stabilité et l'harmonie des politiques économiques de ses membres...

"Le mouvement des capitaux internationaux, tant privés que publics, rend plus manifeste, d'autres diront plus fragile, que jamais notre interdépendance... Si ces fonds ne continuent pas de venir appuyer les activités de développement des pays

[en voie de développement], nombre d'entre eux ne pourront même pas subvenir à leurs besoins essentiels... Le Fonds devrait prendre l'initiative d'examiner d'urgence si les arrangements internationaux actuels offrent une protection suffisante contre les crises financières, ou si nous devrions les raffiner davantage. A cet égard, je vois d'un bon oeil les propositions faites à cette réunion en vue de mettre des ressources additionnelles à la disposition des pays aux prises avec des difficultés de cette nature.

"Non seulement les investissements de source privée ont pris des proportions importantes, mais encore ils sont devenus, dans certains cas, fortement tributaires du FMI et de la Banque mondiale. A preuve, l'importance que revêt pour les prêts internationaux le fait que le Fonds



Bob Cooper

"Le FMI et la Banque mondiale doivent être renforcés. Nous devons affermir leur rôle, de même que celui des autres institutions internationales, afin qu'elles soient toutes mieux à même de faire face aux problèmes internationaux qui nous confrontent actuellement et qui menacent notre avenir. Pour y arriver, le Canada entend faire sa juste part..." — M. Pierre Elliott Trudeau, premier ministre du Canada, séance inaugurale de l'Assemblée générale du Fonds monétaire international.

approuve le programme d'un pays membre et lui donne son appui financier, de même que l'institution, par la Banque, d'une formule de financement commun. Cette corrélation des activités de finance-

ment privées et publiques s'avérera essentielle au cours des années 80 étant donné, en particulier, la restriction des investissements de source publique. Il conviendrait donc de favoriser l'établissement de relations de travail de plus en plus étroites entre le Fonds, la Banque et les établissements financiers internationaux du secteur privé."

D'autre part, le Premier Ministre a fait remarquer que "la santé, l'hygiène publique, l'éducation, les communications, les transports et la production alimentaire sont autant de choses qui apportent des avantages notables à une société, mais non sous une forme mesurable à court terme. Les investissements ... demeurent, par conséquent, un élément indispensable à une croissance et à une expansion équilibrées dans de nombreux pays en développement.

Le Premier Ministre a conclu en disant: "Le FMI et la Banque mondiale doivent être renforcés. Nous devons affermir leur rôle, de même que celui des autres institutions internationales, afin qu'elles soient toutes mieux à même de faire face aux problèmes internationaux qui nous confrontent actuellement et qui menacent notre avenir. Pour y arriver, le Canada entend faire sa juste part..."

Le ministre des Finances, M. Allan MacEachen, qui présidait le 4 septembre le comité intérimaire du FMI, a annoncé, par la suite, que la contribution financière du Canada au FMI devrait atteindre entre 100 et 125 milliards de droits de tirage spéciaux (DTS). Les ressources du Fonds étant actuellement de 61 milliards de DTS, le Canada doublerait donc sa contribution. Celle-ci est à présent de \$2,6 milliards (un DTS vaut \$1,30).

Notons que les États-Unis souhaiteraient voir une augmentation des cotisations des États membres du Fonds ne dépassant pas 25 p. cent. C'est en avril 1983 que les États prendront une décision à ce sujet, décision qui prendra effet en 1985.

Le directeur général du FMI, M. Jacques de Larosière, a souligné que les pays endettés devaient considérablement intensifier leurs efforts d'ajustement économique. M. de Larosière demande donc aux banques internationales, principaux pourvoyeurs de fonds du Tiers-Monde, de continuer d'aborder de tels problèmes avec souplesse et réalisme.

M. de Larosière a aussi affirmé que, même si certains pays industrialisés avaient réalisé des progrès vers la relance économique, les "mesures anti-inflationnistes s'imposent plus que jamais".